

Communiqué de la fédération du Parti Communiste des Hautes Pyrénées.

Depuis des semaines le gouvernement tente de discréditer la mobilisation sociale contre la loi El Khomri en fustigeant tout particulièrement la CGT et son leader Philippe Martinez, alors que sept syndicats soutiennent le mouvement. Ce déferlement de propos venimeux à l'encontre de la 1^{ère} organisation syndicale n'est pas nouveau. La confédération a toujours été la cible d'attaques violentes du patronat, des forces de droite et souvent du pouvoir, comme c'est le cas aujourd'hui.

Un nouveau cap a été franchi, le gouvernement n'hésite pas à instrumentaliser le crime terroriste contre les deux policiers des Yvelines pour faire l'amalgame avec les violences constatées en marge des manifestations. Le 1^{er} Ministre allant même parler d'ambiguïté du service d'ordre de la CGT vis-à-vis des « casseurs ». le Préfet de Police de Paris enfonçant le clou en dénonçant aujourd'hui une forme de solidarité entre « casseurs » et syndicalistes ! rien que cela !

Manuel Valls et son gouvernement reprennent en définitive à leur compte la logique du Medef qui avait accusé les syndicats de terrorisme et usent de ce prétexte pour annoncer la possible interdiction des manifestations contre la loi travail, avec l'aval de la direction du PS. La fédération du Parti communiste des Hautes Pyrénées condamne sans réserve les violences qui entravent la vie des citoyen-ne-s et s'attaquent aux biens publics, comme cela a été le cas avec le service hospitalier, mais imputer ces actes aux organisateurs de la mobilisation contre la loi travail est un mensonge.

Intimer l'ordre à la CGT (comme si elle était la seule organisatrice du mouvement) de ne plus faire de manif si elle n'est pas capable d'assurer la sécurité des personnes et des biens est un comble.

Le maintien de l'ordre en marge des manifestations a toujours été de la responsabilité du gouvernement et le restera.

Ce gouvernement sans légitimité populaire (une majorité de Français demeure opposé à la loi travail) ni parlementaire (obligé d'utiliser le 49.3), perd son sang froid en s'attaquant aux libertés publiques, a commencer par la liberté de manifester.

La fédération du Parti communiste apporte son total soutien aux opposants à cette loi régressive, dénonce les attaques intolérables contre les syndicats, et tout particulièrement contre la CGT.

Elle exige enfin le retrait de cette loi et que s'ouvrent rapidement des négociations pour une véritable loi travail progressiste. Elle appelle à élargir la mobilisation et à participer aux prochaines manifestations des 23 et 28 Juin.